

L'expérience du programme Dimensions sociales de l'ajustement

Apports méthodologiques et réflexions d'ensemble

Jean-Luc DUBOIS*

INTRODUCTION

Le récent Sommet mondial sur le développement social qui s'est tenu à Copenhague, du 6 au 12 mars 1995, a insisté sur la nécessité d'articuler l'économique et le social dans la définition des politiques de développement. Plus précisément, les réunions préparatoires à ce sommet qui se sont tenues aux universités de Roskilde et de Copenhague ont montré qu'il fallait générer des approches méthodologiques renouvelées, en se basant sur une meilleure définition des concepts utilisés pour décrire les dimensions sociales.

On a en conséquence eu tendance à rechercher les essais antérieurs d'articulation de l'économique et du social. C'est dans ce contexte que l'expérience des *dimensions sociales de l'ajustement* (DSA) vient naturellement à l'esprit. Elle est à l'origine d'innovations conceptuelles et méthodologiques qui sont souvent reprises dans nombre de programmes de recherche sur les changements sociaux conséquents aux politiques macro-économiques.

Un certain nombre d'idées erronées sont apparues à toutes les étapes du développement de cette expérience mise en œuvre par la Banque mondiale. Pour certains, il s'agissait d'une nouvelle manière de jeter de la poudre aux yeux afin d'éviter d'aborder le véritable problème de la relation entre le niveau de pauvreté et les postulats du cadre de pensée macro-économique. D'autres réduisaient la dimension sociale à la seule

* *Économiste, Orstom, BP 1857, Yaoundé, Cameroun.*

réintégration des personnels licenciés de l'administration ou des entreprises publiques. Les nombreux défauts de ce programme de recherche-action à durée trop limitée, bien que de conception originale, furent souvent mis en exergue par ses détracteurs, lesquels oubliaient les réels apports conceptuels et méthodologiques qui sont maintenant utilisés ailleurs.

C'est pourquoi nous nous proposons de présenter, de façon rigoureuse et systématique, la problématique du programme telle qu'elle fut développée entre juillet 1987, date de la conception du premier projet DSA en Gambie, et 1992, année de l'intégration du concept devenu étroit de dimensions sociales de l'ajustement dans celui plus englobant de lutte contre la pauvreté. Cette dernière pouvant être soit le résultat, à court terme, d'un programme d'ajustement, soit celui d'une insuffisance de développement dans le long terme. Toutes les idées qui seront développées ici visent à mieux connaître le contenu du programme DSA pour en discerner les éléments novateurs pouvant être utiles à toute volonté d'intégration de l'économique et du social.

LES OBJECTIFS

Le programme Dimensions sociales de l'ajustement a été officiellement lancé en mai 1988, par accord entre le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la Banque africaine de développement (Bad) et la Banque mondiale. Outre ces trois agences fondatrices, d'autres bailleurs de fonds, bilatéraux et multilatéraux, et plusieurs agences techniques des Nations unies se sont associées à cet effort, soit en finançant des opérations nationales ou des activités régionales, soit comme membres du comité de pilotage. Devenaient membres de ce programme tous les pays d'Afrique subsaharienne qui se sentaient concernés par les conséquences sociales des politiques d'ajustement structurel mises en œuvre chez eux. Le programme DSA se voulait une réponse à la critique de l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance) sur les conséquences négatives des programmes d'ajustement sur la santé et la nutrition des enfants (CORNIA *et al.*, 1987). L'Unicef proposait d'ailleurs une démarche méthodologique nouvelle pour prendre en compte les effets de l'ajustement chez la mère et l'enfant. Or, si l'on voulait amener la Banque mondiale à reconsidérer ses programmes d'ajustement, il fallait qu'au sein même de l'institution soit constituée une équipe qui propose des éléments méthodologiques nouveaux en généralisant à l'ensemble des aspects économiques et sociaux la démarche adoptée par l'Unicef. Ainsi naquit l'unité Dimensions sociales de l'ajustement qui était chargée au sein de la Banque mondiale de concevoir et de mettre en œuvre le programme du même nom.

L'objectif était d'aider les pays membres du programme à modifier les programmes d'ajustement en introduisant des actions qui visent à réduire les conséquences négatives de l'ajustement sur certaines catégories de population. Pour atteindre cet objectif, une assistance technique était proposée, dans quatre directions : la constitution de bases de données sur les conditions de vie des ménages ; l'analyse des impacts de l'ajustement et la formulation de recommandations pour les politiques sectorielles et macro-économiques ; la conception d'opérations ciblées à l'intention des groupes les plus atteints ; la formation de compétences nationales. En se basant sur ces quatre directions d'action, et en les combinant de diverses façons, des projets nationaux, adaptés aux besoins de chaque pays, pouvaient être mis en œuvre.

Cependant, au fur et à mesure que les projets nationaux se concrétisaient, il apparaissait de plus en plus difficile de distinguer dans la pauvreté la part due à l'ajustement de celle, plus structurelle et de long terme, due au non-développement. Or le mandat du programme DSA consistait uniquement à prendre en compte l'impact négatif des programmes d'ajustement sur les groupes pauvres, en repérant les bénéficiaires et les perdants de l'ajustement. Si les perdants de l'ajustement se trouvaient parmi les plus pauvres, ou appartenaient à des groupes de population vulnérables, alors le niveau global de la pauvreté risquait d'augmenter. En revanche, si les bénéficiaires étaient parmi les pauvres, alors il devenait possible que le niveau global de pauvreté diminue. Il était cependant quasi impossible de savoir, pour chaque ménage, si l'aggravation de sa situation résultait ou non de l'ajustement.

De plus, on avait remarqué que la démarche d'analyse et les instruments employés pour étudier la pauvreté, due à l'ajustement, convenaient pour étudier toute autre forme de pauvreté. On pouvait, sans difficulté majeure, transposer les stratégies et méthodes élaborées dans le cadre des dimensions sociales de l'ajustement pour satisfaire à l'objectif de lutte contre la pauvreté, considérée dans sa globalité. Ces réflexions amenèrent la transformation de l'unité DSA en une division Pauvreté et politique sociale au cours de l'année 1990.

LE CADRE THÉORIQUE ET LA STRATÉGIE PROPOSÉE

Le premier document produit par le programme expose le *cadre conceptuel* (World Bank, 1990 a). Il explicite la relation entre les mesures macro-économiques des politiques d'ajustement, l'impact méso-économique sur les marchés et les infrastructures, et les effets micro-économiques concernant les ménages.

Au niveau macro-économique, référence est faite à la théorie de la balance des paiements et au modèle de la dépendance économique qui

tous deux mettent l'accent sur la distinction entre biens échangeables et non échangeables. Les mesures habituellement mises en œuvre dans les programmes de stabilisation et d'ajustement y sont présentées, de même que la manière d'en évaluer l'impact.

Au niveau méso-économique, ce sont les infrastructures économiques et sociales qui sont considérées. Par le système des prix, elles transmettent les effets des mesures décidées au niveau macro-économique aux différents groupes de population. Les infrastructures sociales comprennent, entre autres, les établissements scolaires et les centres de santé. Dans ce cas, les coupes budgétaires effectuées, au niveau macro-économique, dans les dépenses d'éducation et de santé, afin de réduire le déficit budgétaire, auront un impact direct sur le niveau de la construction et la qualité de l'entretien de ces infrastructures. Les infrastructures économiques comprennent le système de communication et les routes, le système de distribution commercial et les marchés. Des réductions budgétaires dans les dépenses d'investissement, ou des mesures concernant le niveau des prix, auront aussi un impact direct sur le fonctionnement de ces différents systèmes.

Au niveau micro-économique, ce sont les ménages ou les individus qui sont considérés comme des acteurs autonomes gérant leur propre économie. Au moyen de décisions individuelles concernant la santé, l'éducation, l'emploi, le revenu, les dépenses, etc., ils maximisent leur satisfaction individuelle, tout en tenant compte de l'environnement, et notamment de ce qui émane d'un niveau de décision supérieur.

On peut donc considérer qu'au sein de toute économie il existe trois niveaux interconnectés de décision, d'analyse et d'observation, que l'on appellera les niveaux macro-, méso- et micro-économique. Ce cadre théorique a été développé pour décrire, et expliciter, le processus d'impact social des politiques d'ajustement structurel. Mais il peut tout aussi bien être utilisé pour analyser l'impact de n'importe quelle mesure de politique macro-économique sur les conditions de vie, le niveau de vie ou de pauvreté de tout groupe social. On pourra donc l'employer pour évaluer, par exemple, les effets de la dévaluation de la monnaie nationale, de la privatisation et de la restructuration des entreprises publiques, de la réforme du système bancaire, des mesures de la politique agricole, etc.

La stratégie définie à partir de ce cadre théorique a été formulée dans un *Programme d'action* (Banque mondiale, 1990 a). Ce document présente, regroupées en quatre composantes, les différentes actions que l'on peut mettre en œuvre au sein de projets nationaux, en insistant sur les relations de dépendance entre ces composantes. Ainsi, par exemple, une relation séquentielle lie le recueil d'informations sur les ménages à l'analyse économique et à la conception de politiques ou de projets spécifiques. Le recueil d'informations permet de connaître les condi-

tions de vie des ménages. L'analyse économique comprend la modélisation macro-économique et les études socio-économiques réalisées sur la base des données recueillies. La troisième composante recouvre la définition de programmes d'actions sociales et de fonds sociaux, et la politique sociale. Une quatrième composante met l'accent sur la formation et l'amélioration des compétences nationales. Complétant les trois premières, elle justifie le mandat officiel du programme qui est d'aider les pays d'Afrique subsaharienne à concevoir leurs propres programmes d'ajustement. Les relations entre ces quatre composantes peuvent être représentées par un schéma triangulaire fort simple (fig. 1).

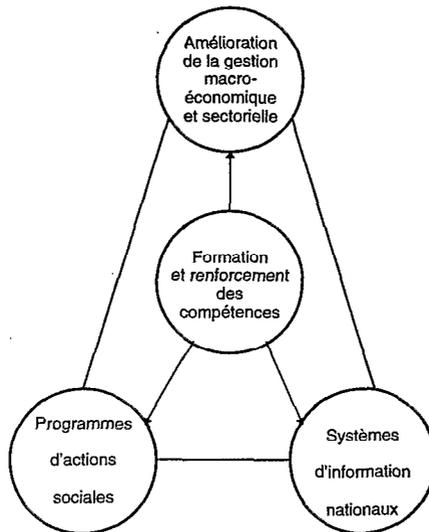


FIG. 1. — Dimensions sociales de l'ajustement : articulation des différentes composantes d'un projet.

Les concepts et les méthodes décrits dans les deux documents cités, l'un théorique et l'autre pratique, ont guidé la réalisation des projets nationaux. Certains de ces projets étaient conçus de façon autonome, comme en République centrafricaine et au Cameroun. Mais, dans la majorité des cas, le volet DSA ne représentait que l'un des éléments inclus dans un programme plus vaste. Il est même arrivé, mais rarement, que les différentes composantes soient réparties à travers des projets différents, comme ce fut le cas en Côte d'Ivoire. Cette manière de faire est cependant contraire à l'objectif d'intégration des différentes composantes tel qu'il est présenté dans le programme d'action. Elle ne fut acceptée que pour respecter des contraintes institutionnelles ou financières.

Nous examinerons successivement ces quatre composantes qui sont présentes dans tous les projets nationaux, en commençant par celle concernant le recueil d'informations sur les ménages.

LES ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES

Cette première composante concerne la collecte de données sur les ménages qui s'effectue au moyen d'enquêtes statistiques. L'objectif est de constituer une base de données sur les conditions et le niveau de vie qui permette d'étudier les situations de pauvreté. Le problème essentiel est de savoir quelles informations recueillir pour mesurer le niveau de pauvreté, et pour évaluer l'impact de politiques macro-économiques ou de projets spécifiques. La meilleure solution consiste à répertorier toutes les informations statistiques ayant un lien avec l'objectif d'étude et de les classer selon les trois niveaux macro-, méso- et micro-économique, créant ainsi un *système d'information hiérarchisé*. Ce système répartit les informations en fonction des objectifs, en distinguant les données de base et les agrégats comme, par exemple, l'indice des prix ou les comptes nationaux calculés à partir de ces données en utilisant des algorithmes statistiques (tabl. I).

Dans ce système d'information, les données sur les ménages relèvent du niveau micro-économique. Leur recueil répond à trois objectifs : décrire le niveau et les conditions de vie afin de connaître les situations de pauvreté ; repérer les différentes catégories sociales, et parmi celles-ci les pauvres et les groupes vulnérables ; étudier le comportement de ces catégories. Très peu d'informations statistiques concernant les ménages sont produites de façon régulière en Afrique subsaharienne, alors que les informations macro-économiques, sectorielles ou relatives aux prix sont plus fréquentes. Les informations sur les ménages ne peuvent provenir que d'enquêtes, car les relevés administratifs existants ne fournissent pas, en général, toutes les informations souhaitées.

Il existe de nombreux instruments d'enquête disponibles actuellement pour recueillir des informations sur les ménages. On peut citer le système d'enquêtes spécialisées préconisé par le Programme africain d'enquête auprès des ménages (Padem), les enquêtes démographiques et de santé (DHS), les recensements de la population et toutes les enquêtes spécialisées sur l'agriculture, le secteur informel, le revenu et les dépenses, etc. Cependant, aucun de ces instruments ne permet de pleinement satisfaire aux trois objectifs précédents. Et cela en raison d'une spécialisation excessive qui se réfère à des objectifs différents de ceux du programme DSA.

C'est pourquoi de nouveaux instruments plus adéquats ont dû être mis au point, qui s'inspirent néanmoins des travaux antérieurs en matière

TABLEAU I
Dimensions sociales de l'ajustement : le système hiérarchisé d'information

Niveau	Objectif des programmes DSA	Analyse	Agrégats	Données
Macro-économique	Politique Monétaire, fiscale et des taux de change	Modélisation macro- économique : - standard RMSM ¹ - ECG ²	Comptabilité nationale MCS ³ IPC ⁴ Balance de paiements Macro-indicateurs	Statistiques économiques, commerciales et financières Statistiques sociales et démographiques
Méso-économique	Effets Marchés Infrastructures économiques et sociales	Étude sectorielle et institutionnelle Modèle informatisé d'équilibre général Modèle plurimarchés	MCS Bilans alimentaires Quantités sectorielles et indice des prix	Enquêtes communautaires Statistiques sur les prix Statistiques de production
Micro-économique	Impact Bien-être individuel et du ménage	Modélisation des ménages et analyse	Profils de pauvreté Indicateurs sociaux	Enquêtes sur les ménages : - économiques - sociales - anthropométriques - démographiques

¹ Modèle macro-économique standard de la Banque mondiale.

² Modèle d'équilibre général calculable.

³ Matrice de comptabilité sociale.

⁴ Indice des prix à la consommation.

d'enquêtes. De cette réflexion sont nés trois modèles d'enquête : l'enquête prioritaire, l'enquête intégrale et l'enquête communautaire.

L'*enquête prioritaire* (Banque mondiale, 1990 b) fut élaborée avec un double objectif : d'une part, identifier les différents groupes de population concernés par les politiques macro-économiques et, d'autre part, produire une série d'indicateurs socio-économiques décrivant leurs niveaux de bien-être. Il s'agit d'une enquête légère, comprenant peu de questions et effectuée auprès d'un grand échantillon sur une courte période. De nouvelles idées, sur la catégorisation de la population, et certaines innovations méthodologiques, concernant l'analyse des résultats, ont été intégrées au moment de sa conception, s'inspirant en cela des réflexions du groupe Amira (Amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain), animé par l'Orstom et l'Insee (DUBOIS, 1992). Certains pays, en raison de leur expérience antérieure en matière d'enquêtes, ou de la nécessité de construire un indice des prix ou de connaître le niveau de vie des ménages, ont modifié le questionnaire original afin de recueillir des informations complémentaires sur les dépenses, l'autoconsommation et le revenu. Ainsi fut créée l'*enquête prioritaire plus* qui comprend un module budget-consommation.

L'*enquête intégrale* (World Bank, 1991 a) est un instrument plus holistique et plus complexe dont l'objectif est d'expliquer le comportement des ménages et des catégories de ménages en période d'ajustement. Ses caractéristiques sont semblables à celles de l'enquête LSMS (Living Standard Measurement Survey) testée en Côte d'Ivoire de 1985 à 1988 par la Banque mondiale. Elle consiste en l'observation d'un petit échantillon de ménages pendant une année, en utilisant pour cela un questionnaire détaillé avec de nombreuses variables qualitatives utiles pour expliquer les comportements. La principale différence avec l'enquête LSMS réside dans le fait que l'on met l'accent, en priorité, sur les groupes pauvres de la population, par le biais de méthodes de stratification spéciales, qui permettent des effets de « zoom » ou d'« agrandissement » de l'observation. Une surreprésentation de certains groupes de population permet de mieux saisir leurs caractéristiques.

L'*enquête communautaire* (WOLD, 1992) répond, quant à elle, à deux objectifs : tout d'abord, décrire les équipements collectifs disponibles (infrastructures sociales comme les écoles et les centres de santé, et infrastructures économiques comme les routes, les moyens de transport et les marchés où se forment les prix) ; ensuite, comprendre comment s'effectue la prise de décision à ce niveau. Les informations recueillies par cette enquête complètent celles fournies par l'enquête intégrale pour retracer l'influence des décisions communautaires, de niveau méso-économique, sur le comportement micro-économique des ménages.

C'est par la combinaison de ces trois enquêtes, prioritaire, intégrale et communautaire, qu'on obtient le meilleur instrument pour identifier les groupes de population pauvres, pour décrire leur comportement sous ajustement, pour décider des secteurs dans lesquels des actions sociales doivent être entreprises. Il a fallu cependant résoudre de nombreux problèmes techniques lors de l'élaboration de ces nouveaux instruments d'enquête. C'est pourquoi des documents présentant des exemples pratiques ont été produits afin de guider les équipes nationales d'enquête. On peut citer ceux qui concernent, au Tchad, la définition de concepts statistiques à partir d'une analyse anthropologique (MALIKI BONFIGLIOLI, 1992), au Ghana, le choix des périodes de référence pour mesurer l'importance des dépenses (SCOTT et AMENUVEGBE, 1992), et en Côte d'Ivoire le calcul du revenu et des dépenses totales (JOHNSON *et al.*, 1990).

Ces enquêtes financées par les projets nationaux sont en cours de réalisation, dans une vingtaine de pays. Dans leur grande majorité, il s'agit d'enquêtes prioritaires. En général, il a fallu adapter les modèles d'enquête à l'environnement économique et aux besoins d'information des pays, ce qui impliquait de revoir les questionnaires et de repenser les méthodes d'observation. Les résultats, livrés sous la forme de rapports statistiques, sont souvent utilisés pour produire des profils de pauvreté ou des rapports sur la pauvreté (SIMONPIETRI et CHASE, 1993).

L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

À partir des informations recueillies par les enquêtes, on peut décrire les situations de pauvreté, évaluer l'impact des politiques macro-économiques et sectorielles, et comprendre les comportements des ménages. L'analyse de ces informations doit déboucher sur la formulation de recommandations pour l'élaboration d'une politique sociale apte à réduire les conséquences négatives de l'ajustement.

Cette deuxième composante recouvre quatre types d'actions : la production de profils de pauvreté et de rapports sur l'état général de la pauvreté ; la construction et l'utilisation de modèles macro-économiques ; la production d'études sectorielles en relation avec les situations de pauvreté ; la production d'études socio-économiques générales.

Le *profil de pauvreté* décrit la situation de pauvreté des ménages. Il cherche à répondre à un certain nombre de questions essentielles, notamment : quels sont les groupes de population pauvres ? Où sont-ils localisés ? Pourquoi sont-ils pauvres ? Que peut-on faire pour améliorer leur situation ? On se sert, pour déterminer les seuils de pauvreté, des variables du revenu ou des dépenses totales recueillies par les enquêtes intégrale ou prioritaire-plus. Si ces dernières n'ont pu

être réalisées, on utilise d'autres données comme celles plus classiques des enquêtes budget-consommation. Le profil de pauvreté intègre également des informations administratives relatives aux infrastructures sociales et à l'accès aux services sociaux, afin d'étudier le niveau de satisfaction des besoins essentiels.

Les ménages sont classés en général en trois catégories à partir du calcul de seuils et d'indicateurs de pauvreté : ceux qui connaissent une extrême pauvreté, ceux qui vivent dans une pauvreté relative et les non-pauvres (World Bank, 1991 b). Des profils de pauvreté ont été publiés pour la Côte d'Ivoire (KANBUR, 1990), le Ghana (OTI BOATENG *et al.*, 1990), la Mauritanie, le Rwanda, l'Ouganda, la Guinée-Bissau, le Burundi, le Cameroun, etc. Pour la Côte d'Ivoire, un profil de pauvreté a même été publié en utilisant des données recueillies pendant quatre années d'affilée (GROOTAERT, 1993). Il arrive que les données sur le revenu ou les dépenses ne soient pas disponibles ; on peut néanmoins construire des indicateurs socio-économiques qualitatifs qui permettent de classer les ménages et de définir des catégories de pauvreté en utilisant les informations fournies par une enquête prioritaire simple.

La *modélisation sociale* permet d'évaluer l'impact des politiques macro-économiques et sectorielles sur les différents groupes de ménages. Il existe plusieurs types de modèles : modèles macro-économiques, multimarchés, avec matrice de comptabilité sociale, RSMS, Tablo, Presto, d'équilibre général calculable, etc. Une revue en a été faite afin d'étudier la possibilité d'intégrer les catégories sociales en leur sein (World Bank, 1991 c). Par exemple, on a modifié le modèle RSMS en introduisant plusieurs catégories sociales et une distinction entre biens échangeables et non échangeables, ce qui a conduit à la conception d'une version nouvelle, RSMS-S. Cependant, le fait que les prix, par catégorie de produits, ne puissent être déterminés de façon endogène, alors qu'ils sont une variable essentielle des processus d'ajustement, n'a pas permis une utilisation efficace de cet instrument pour analyser la pauvreté. En revanche, le modèle d'équilibre général calculable est l'instrument le plus prometteur dans ce domaine, car il peut, grâce à sa matrice de comptabilité sociale, prendre en compte différents groupes de ménages et mettre l'accent sur les secteurs clés de l'économie. Les prix et les quantités, pour les biens, et l'offre de travail et les salaires, pour l'emploi, sont déterminés de façon endogène par le marché, dans un environnement économique donné, en fonction du comportement des groupes de producteurs, exprimé par leur fonction de production, et des groupes de consommateurs, exprimé par leur fonction de consommation. Si l'environnement économique change, en raison de l'ajustement, le comportement des consommateurs et des producteurs changera aussi, conduisant à un équilibre différent où certains groupes sociaux voient leur situation s'améliorer, d'autres empirer. Un modèle d'équilibre général calculable a été élaboré en Côte

d'Ivoire (NGEE-CHOON CHIA *et al.*, 1992 a) pour étudier l'impact du changement de politique fiscale (NGEE-CHOON CHIA *et al.*, 1992 b) et l'efficacité des méthodes de ciblage (NGEE-CHOON CHIA *et al.*, 1992 c).

Pour analyser l'impact sectoriel des politiques macro-économiques, des *plans d'analyse* (World Bank, 1990 b), faisant appel aux méthodes d'analyse les plus modernes, ont été élaborés dans un certain nombre de domaines clés d'analyse. Ils montrent comment utiliser les données des enquêtes intégrale et prioritaire pour étudier le comportement des ménages en matière de santé, d'éducation, de nutrition et de sécurité alimentaire, d'emploi, et concernant les femmes. On citera, à titre d'exemple, les analyses sur la nutrition au Ghana (ALDERMAN, 1990), en Côte d'Ivoire (SAHN, 1990) et en Mauritanie (ELDER, 1991), sur les femmes au Ghana (APPLETON *et al.*, 1990), sur l'emploi, l'éducation et les femmes en Côte d'Ivoire (HADDAD, 1991). Ces plans d'analyse ont aussi servi de guide pour l'analyse des données d'enquête dans d'autres pays, notamment l'Ouganda, la Guinée-Bissau et l'Angola.

Dans certains cas, il a fallu étudier, de façon plus précise, des aspects sectoriels particuliers afin de comprendre leur relation avec les situations de pauvreté existantes. Ainsi des *études socio-économiques* spécifiques ont été menées sur le secteur informel, le développement des micro-entreprises, la production agricole, les problèmes de sécurité alimentaire, les femmes dans le développement, la restructuration du secteur public, etc. Ces études ne sont qu'indirectement orientées vers la pauvreté. Elles utilisent tantôt les données des enquêtes prioritaire et intégrale, tantôt celles provenant d'autres sources statistiques. Elles sont financées soit au cas par cas en fonction des besoins, comme en Guinée-Bissau pour l'étude sur les micro-entreprises (DUBOIS, 1993 ; DUBOIS et MARC, 1992), soit par le biais de *fonds spéciaux d'étude* comme ceux institués au Malawi et en Zambie.

LES PROGRAMMES ET LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

La troisième composante du programme DSA, après celles concernant la collecte des données et l'analyse économique, est relative à la conception de politiques économiques et d'interventions qui intègrent les problèmes de pauvreté. Une démarche idéale aurait consisté à utiliser l'information recueillie par les enquêtes pour formuler, au moyen de l'analyse économique, des recommandations qui facilitent la conception des politiques et des programmes d'actions.

En pratique, la réalisation des deux premières composantes prend beaucoup de temps, si bien que la troisième étape, concernant la conception des politiques économiques et sociales et la mise en œuvre de

programmes d'actions spécifiques, doit s'effectuer en parallèle, dès la mise en place du projet national. Il faut alors distinguer, d'une part, les actions, au niveau macro-économique, qui modifient les politiques économiques dans leur conception même, et, d'autre part, les interventions de programmes sociaux, ou de fonds sociaux, qui s'adressent à certains groupes sociaux et visent à compenser l'impact négatif des politiques macro-économiques.

Le programme DSA a toujours eu comme objectif ultime celui de modifier la façon dont est conçue la politique macro-économique, notamment en ce qui concerne l'ajustement structurel, afin que les conséquences sociales soient prises en compte dès la conception. Or si l'on examine l'histoire des politiques d'ajustement, on s'aperçoit qu'il y a eu plusieurs générations de programmes d'ajustement (Banque mondiale, 1990 a).

Au début des années quatre-vingt, une première série de programmes relatifs au Sénégal, à la Côte d'Ivoire et au Kenya visait surtout à corriger des déséquilibres macro-économiques sans se préoccuper des dimensions sociales. Les programmes de la deuxième génération, entre 1984 et 1986, ont commencé à introduire les problèmes de distribution du revenu, d'emploi et de satisfaction des besoins essentiels pour les groupes les plus vulnérables. Ce fut le cas des programmes du Ghana, de Guinée-Bissau, et du Sénégal pour son troisième programme d'ajustement. Une troisième génération de programmes, apparue à la fin des années quatre-vingt au Cameroun et à Madagascar, qui se référait explicitement au concept de dimensions sociales, préconisait des interventions spéciales pour atténuer les effets négatifs de l'ajustement sur les groupes les plus pauvres. Évidemment, cela demandait d'identifier avec précision les groupes concernés ainsi que la panoplie d'interventions qui leur serait bénéfique. Ces interventions étaient annexées au programme d'ajustement mais, en fait, n'y étaient pas intégrées.

De récentes innovations méthodologiques permettent d'envisager une nouvelle génération de programmes. Elles ont permis l'élaboration d'une *matrice des actions de politique sociale* (DUBOIS, 1994), cadre unique regroupant l'ensemble des mesures macro-économiques et sectorielles de l'ajustement, les effets attendus sur les divers groupes sociaux et les mesures de correction sociales envisagées. Grâce à cette matrice, on peut examiner, dans le respect de la cohérence macro-économique, divers scénarios d'impact social en modifiant l'une ou l'autre des mesures économiques ou en mettant en œuvre des interventions compensatoires ciblées. Un tel travail fut partiellement entrepris pour la Côte d'Ivoire, au sein de la Banque mondiale, un an avant la dévaluation du franc CFA et en prévision de celle-ci. Il faut maintenant persévérer dans cette voie pour produire des instruments qui rendraient opérationnels les engagements souscrits par les gouvernements à Copenhague lors du Sommet mondial sur le développement social.

La restructuration des dépenses publiques est un autre moyen fort efficace pour aborder le problème de la pauvreté au sein des politiques d'ajustement. L'idée est de rechercher des *noyaux minimaux de dépenses publiques* qui maintiennent à un certain niveau les dépenses essentielles aux pauvres et qui effectuent un meilleur ciblage. Bien que l'effort méthodologique soit resté faible dans ce domaine, de nombreuses études ont montré la nécessité d'instituer un meilleur contrôle des dépenses publiques et d'en réaffecter certaines vers les plus pauvres (FERRONI et KANBUR, 1990).

Il arrive cependant que l'impact négatif de certaines mesures sur les plus pauvres ne puisse être évité, même en modifiant les programmes d'ajustement. C'est pourquoi la mise en œuvre d'interventions de compensation ciblées sur ces catégories reste encore la meilleure solution. Ces interventions peuvent être regroupées au sein de *programmes d'actions sociales* ou financées par des *fonds sociaux* comme ceux mis en place dans une douzaine de pays : Madagascar, Malawi, Ouganda, Zambie, etc. Un programme d'actions sociales se compose d'un ensemble d'interventions spécifiques qui sont mises en œuvre par des institutions différentes. Elles portent principalement sur la création d'emplois (travaux à haute intensité de main-d'œuvre, aide à l'auto-emploi), la génération de revenus (petit crédit, aide à la création d'entreprises), la sécurité alimentaire (distribution alimentaire, subventions ciblées, cultures périurbaines), l'éducation (formation professionnelle et recyclage), la santé (distribution de médicaments, amélioration de l'eau) et la nutrition (LEVINSON, 1991), etc. L'articulation des diverses interventions pose souvent problème et doit donc être traitée avec attention, notamment lors de la mise en place d'une cellule de coordination. C'est la présence de cette dernière qui explique la réussite du Pasi (Programme d'actions sociales et d'infrastructures) en Guinée-Bissau et c'est son absence qui fut la cause des difficultés de démarrage du Passage (Programme d'actions sociales et d'aide à la gestion du développement) à Madagascar. Le fonds social, quant à lui, est un mécanisme de financement qui fournit des fonds pour la réalisation de petits projets sociaux proposés par les communautés de base, les collectivités locales et les associations (World Bank, 1991 d).

De plus en plus, on constate que la réussite des politiques d'ajustement, et des mesures compensatrices, est étroitement liée à la façon dont la population les perçoit. Il faut donc veiller à ce que celle-ci soit impliquée, de quelque manière que ce soit, dans la conception de ces programmes et dans la formulation des recommandations de politique économique. Il faut de plus savoir ce que les différents groupes de population pensent de ces politiques, et surtout des programmes sociaux conçus à leur intention. Cette manière de voir commence à pénétrer la Banque mondiale et un petit nombre d'outils méthodologiques sont actuellement disponibles pour la mettre en pratique. Ainsi l'*enquête*

auprès des bénéficiaires d'un projet (beneficiary assessment en anglais) permet d'évaluer les bénéfices que retirent les différentes catégories de la population des actions mises en œuvre (SALMEN, 1992). De même, par le biais des méthodes accélérées de recherche participative qui ont fait leurs preuves en sociologie, on demande aux intéressés d'évaluer eux-mêmes leur pauvreté afin de produire des rapports participatifs sur la pauvreté.

LA FORMATION ET L'AMÉLIORATION DES COMPÉTENCES

C'est la dernière composante du programme DSA. Son objectif est de former le personnel et de renforcer la compétence des institutions afin que la mise en œuvre des autres composantes — collecte de données auprès des ménages, analyse économique et mise en place de programmes spécifiques et de politiques économiques — soit correctement effectuée. C'est la seule manière possible de s'assurer de la pérennisation des actions proposées par les projets nationaux. Il faut pour cela renforcer les institutions existantes, former le personnel de ces institutions, et diffuser l'information sur les expériences antérieures, le savoir-faire acquis et les méthodes disponibles.

Le renforcement des institutions existantes est, généralement, préférable à la création de nouvelles entités. Il demande que l'on fournisse des documents et des équipements à ceux qui sont en charge de la mise en œuvre des enquêtes, de l'analyse économique, et de la conception des politiques macro-économiques et des programmes d'actions, tout en assurant un suivi de formation et de conseil technique.

De nombreuses actions de formation ont été réalisées tant à l'échelle régionale qu'à celle de chaque pays. Un *programme de formation régionale* (World Bank, 1991 e) a été mis en place avec l'aide d'institutions de formation en Afrique (Ensea à Abidjan, EASTC et Esami à Dar es-Salaam) et en Europe (DSE à Berlin, Centre de recyclage statistique de Munich, statistique Canada). Les personnes chargées de la réalisation des projets nationaux ont ainsi assisté à des séminaires portant sur les enquêtes auprès des ménages, l'analyse économique et l'analyse de la pauvreté, ainsi que la conception de politiques économiques. Un *programme de formation au niveau national* (World Bank, 1992) a également été élaboré pour prendre en compte les besoins de formation propres à chaque pays. À côté de ces deux programmes, une formation technique « sur le tas » a été régulièrement fournie par les experts impliqués dans la réalisation du programme DSA.

La plupart des textes fondamentaux qui ont été produits, concernant tant le cadre théorique et la stratégie d'ensemble que les études d'ap-

plication pratique, ont été publiés dans les documents officiels de la Banque mondiale. Les innovations méthodologiques ont généralement donné lieu à des documents de travail. Un bulletin trimestriel (*Bulletin DSA*) a permis de diffuser les résultats des expériences nationales et de débattre de toute nouvelle orientation méthodologique.

ÉVALUATION DU PROGRAMME

Le programme DSA a été évalué deux fois, en 1990, à mi-parcours de sa réalisation, et en 1993, après sa clôture, ce qui a donné lieu à un rapport d'évaluation final (World Bank, 1993). Ce rapport présente des conclusions intéressantes, formulées après observation de quelques projets nationaux. Nous les ferons nôtres dans les paragraphes ci-dessous. Il convient auparavant de noter que les évaluateurs se sont abstenus d'interroger les cadres de la division Pauvreté et politique sociale, qui ont mis au point la plupart des méthodes employées et ont conçu et suivi dans le détail la réalisation des opérations sur le terrain. Ni la qualité de l'effort accompli, ni les raisons des évolutions du programme n'ont été comprises. Une analyse historique des tenants et aboutissants de l'ensemble des décisions et des processus de décision, au sein de la Banque mondiale notamment, aurait dû être l'un des éléments essentiels de cette évaluation. Faute de cette analyse, nombre d'actions destinées à satisfaire aux exigences des pays membres et du comité de pilotage ne semblent plus justifiées et sont trop facilement condamnées. De plus, on remarque que les conflits fréquents entre les divisions opérationnelles et la division technique Pauvreté et politique sociale, au sein de la Banque mondiale, ainsi que les luttes d'influence entre organismes fondateurs, Banque mondiale et Pnud, qui sont imputables aux dirigeants du programme DSA, ont pesé sur le contenu de ce rapport. Ce qui permet de douter de l'objectivité de l'évaluation, du moins sur le strict plan scientifique et technique. Il est d'ailleurs significatif que l'ensemble des cadres du programme DSA, la Bad et certaines des coopérations bilatérales comme la Norvège ou l'Allemagne aient exprimé de fortes réserves sur cette évaluation.

Les moyens mis en œuvre pour la conduite de ce programme ont été considérables : ils se sont élevés à 21,47 millions de dollars US pour une période de quatre ans, de 1988 à 1992. Si l'on ajoute les contributions en nature, détachement de personnel, octroi de bureaux, matériel, etc., qui s'élèvent à près de 7 millions de dollars, on obtient un total d'environ 29 millions de dollars (tabl. II). Douze bailleurs de fonds, membres du comité de pilotage, financèrent le programme, les principaux d'entre eux étant le Pnud (6,45 millions), la Banque mondiale, bien qu'il s'agisse essentiellement d'affectation de personnel, de locaux

TABLEAU II
Financement du programme DSA de 1988 à 1991
(en millions de dollars US) *

Institution	Montant*
Banque mondiale	0,26
Pnud	6,45
Bad	2,50
Canada I	1,00
Canada II	2,60
Fida	0,10
Norvège	3,15
Suède	2,20
Suisse	1,33
Pays-Bas	1,00
Autriche	0,30
France	0,10
Belgique	0,48
Total	21,47

(*) Ne comprend pas la contribution en nature de la Banque mondiale, estimée à 6 millions de dollars, ni la valeur des contributions en personnel détaché de la Suisse, la Norvège, l'Union européenne et la Grande-Bretagne qui sont estimées à 250 000 dollars pour chacun.

et de matériel, le Canada (3,6 millions), la Norvège (3,15 millions) et la Bad (2,5 millions). Ces fonds ont servi à la conception et au lancement de 21 projets nationaux en Afrique subsaharienne, mobilisant un total de 253,2 millions de dollars, dont 92,2 millions sur des prêts de la Banque mondiale et le restant, 161,1 millions (64 %), sur des dons provenant des autres bailleurs de fonds. Le financement des enquêtes auprès des ménages a représenté 52,8 millions de dollars (20,8 %), l'analyse économique et la formation 59,4 millions (23,4 %) et les programmes d'actions sociales 141 millions (55,7 %). Il convient de noter que le déboursement des 29 millions de dollars correspondant à la mise en place de 21 projets sur la courte période de quatre ans est assez remarquable, lorsqu'on connaît la lenteur des opérations généralement menées par la Banque mondiale (cf. tableau en annexe).

Cette dernière a d'ailleurs été de loin le principal bénéficiaire du programme. D'une part, elle avait, sur le plan financier, la maîtrise totale des fonds, ce qui lui donnait la possibilité d'agir rapidement dans les domaines qui l'intéressaient. D'autre part, dans l'environnement bureaucratique qui est le sien, où l'innovation s'impose difficilement et où les déboursements sont lents, le programme DSA apportait une dynamique et un regard différents. Proposant un nouveau cadre théo-

rique, une stratégie d'ensemble et quelques instruments novateurs, il a joué un rôle essentiel dans l'intégration du social dans les politiques macro-économiques. Un dialogue s'est noué peu à peu, pas toujours facilement, avec l'ensemble des macro-économistes sur les manières d'amender ou de modifier les politiques macro-économiques, moyennant souvent des financements supplémentaires pour assurer les compléments souhaités. Le Pnud, n'étant pas l'agence d'exécution, n'a pu jouer qu'un rôle limité, en dépit du fait qu'il soit l'un des fondateurs du programme et malgré l'importance des financements qu'il apporta. Cela est fort dommage car le programme aurait beaucoup gagné à une collaboration plus étroite, à partir de 1990, sur les thèmes du développement humain, lancé par le Pnud, et de la réduction de la pauvreté, repris au même moment par la Banque mondiale, et présentés dans leurs rapports annuels respectifs.

Il faut prendre en compte trois aspects pour évaluer le programme DSA. Premièrement, son apport sur les plans conceptuel et méthodologique. Deuxièmement, l'influence qu'il a exercée auprès des pays africains. Troisièmement, le niveau de réalisation des objectifs initialement fixés.

Concernant le premier aspect, on peut noter nombre d'innovations dans les trois domaines de la collecte des données, de l'analyse économique et de la conception de programmes. Par exemple : l'élaboration de nouveaux instruments d'enquête, la mise au point d'un système d'information hiérarchisé, les travaux sur la modélisation sociale, les noyaux minimaux de dépenses publiques, la matrice des actions de politique sociale, les fonds sociaux, etc. Ces innovations sont suffisamment universelles pour être adaptables à des objectifs plus larges que la dimension sociale de l'ajustement, comme par exemple la lutte contre la pauvreté, la mise en place d'une politique sociale, la réalisation du développement social, etc. Cependant, l'apport conceptuel le plus important se trouve dans la compréhension de l'articulation des différents niveaux de décision économiques grâce à l'introduction d'un niveau méso-économique intermédiaire, situé entre les niveaux macro- et micro-économique. Il permet de comprendre comment les décisions prises à un quelconque niveau peuvent interagir sur les deux autres et, de ce fait, le programme DSA demeure un outil indispensable pour la conception de toute politique économique qui se veut aussi sociale.

Le programme a donc bien repris, en la généralisant à l'ensemble de la vie économique sous le terme de dimensions sociales, la démarche proposée en 1987 par l'Unicef pour générer un ajustement à visage humain. En quatre ans, il a fait réapparaître l'aspect social micro-économique dans un environnement alors dominé par les problèmes d'équilibre macro-économique et de remboursement des dettes, en établissant une passerelle avec l'optique des besoins essentiels, à la fin des années

soixante-dix, des conditions de vie des ménages, au début des années quatre-vingt, de l'impact social de l'ajustement, à la fin des années quatre-vingt, et de lutte contre la pauvreté, au début des années quatre-vingt-dix.

Dans les pays africains, le concept même de dimension sociale de l'ajustement s'est très largement diffusé. Il est encore fréquemment utilisé, d'autant que les programmes d'ajustement structurel perdurent. Il est certain que l'interprétation de ce concept, surtout à ses débuts, a parfois été trop restrictive, et limitée à la réinsertion des employés licenciés du secteur public. Mais les projets nationaux qui sont en cours de réalisation montrent la variété des actions sociales imaginées pour les différentes catégories de population. L'accent est maintenant davantage mis sur la lutte contre la pauvreté que sur la dimension sociale de l'ajustement, ce qui est conceptuellement plus satisfaisant si l'on veut analyser la situation sociale actuelle. Cette approche rencontre toutefois de nombreuses difficultés car les pauvres ne sont pas ceux qui intéressent le plus les gouvernements et qui ont la possibilité de se faire entendre facilement.

En fait, la grande déception concernant le programme DSA est liée au troisième aspect, celui qui a trait au niveau de réalisation des objectifs initialement prévus. Elle est abondamment illustrée dans le rapport d'évaluation final. En quatre ans, le programme n'a pu atteindre un de ses objectifs, à savoir rendre les pays africains capables de concevoir des programmes macro-économiques prenant en compte les coûts sociaux de l'ajustement et réduisant la pauvreté dans son ensemble. Il aurait fallu pour cela mieux former des équipes nationales qui soient aptes à repenser le contenu des programmes d'ajustement, en modifiant certaines des mesures économiques pour y intégrer l'aspect social. Les quatre composantes des projets nationaux avaient été conçues dans ce but puisque chacune d'elles proposait des méthodes spécifiques allant dans ce sens. Il est certain que les macro-économistes ont maintenant de plus en plus conscience de la nécessité de prendre en compte l'impact social de l'ajustement, ce qui n'était guère le cas auparavant. Mais on remarquera qu'aucune démarche systématique simulant divers scénarios économiques et sociaux n'a jamais eu lieu. On pourrait affirmer qu'il s'agit d'un échec, mais cet échec est tout relatif. On peut aussi se demander si l'objectif final n'était pas trop ambitieux, vu le temps limité du programme et ce malgré les moyens alloués, et si les efforts déployés qui ont permis de réelles avancées, conceptuelles, méthodologiques et opérationnelles, ne représentent pas déjà un succès en soi.

En effet, pendant quatre ans, de 1988 à 1992, il a fallu, au même moment, élaborer de nouvelles méthodologies (systèmes d'enquête, méthodes d'analyse, fonds sociaux), concevoir des projets pour chacun

des pays participant au programme, et former les cadres de ces pays. Or la mise en place d'un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, en suivant le cycle classique d'un projet — identification, évaluation, préparation, négociation, accord de financement et démarrage des déboursments —, requiert un minimum de 2 ans pour une durée de vie de 4 à 6 ans. Dans ces conditions, il devenait difficile d'obtenir des résultats probants en 1992 au bout des quatre années du programme, même pour les premiers projets identifiés en 1988. Et la formation des cadres africains est sans doute la composante du programme qui a le plus souffert de cette situation. On comprend donc que seuls quelques résultats partiels soient disponibles au moment de l'évaluation du programme en 1995 : par exemple, les résultats des enquêtes du Tchad et de Guinée-Bissau, les analyses de Côte d'Ivoire, du Ghana et de Mauritanie, la modélisation en Côte d'Ivoire, le fonds social de Somalie, les sessions de formation aux enquêtes d'Abidjan et de Nairobi, etc.

Des financements complémentaires pour quatre nouvelles années furent demandés au Pnud afin de mener le programme à son terme. Cette demande n'a pas abouti en raison, du moins officiellement, des restrictions budgétaires que cet organisme a dû effectuer en 1993. Cependant, il aurait été possible de moins disperser les efforts les premières années de façon à mettre l'accent sur quelques projets clés qui pouvaient servir de modèle d'expérience, et poursuivre l'expérience après 1992 en utilisant pour cela le financement de certaines agences de coopération bilatérale. Il y avait là un choix stratégique entre les alternatives suivantes : soit répondre à toutes les demandes des pays, une trentaine environ, avec les risques de saupoudrage financier que cela implique, soit se concentrer sur une quinzaine de pays en fonction des apports méthodologiques novateurs qui pourraient en résulter. Un tel choix n'était pas facile ; le comité de pilotage et les luttes d'influence entre le Pnud et la Banque mondiale ont poussé vers la première alternative qui consistait à répondre à toutes les demandes en espérant que les financements viendraient en conséquence. Ce qui ne fut pas le cas.

Cependant, le suivi des projets nationaux mis en place dans les pays membres du programme continue de s'effectuer avec l'aide des différents bailleurs de fonds. Et si le programme DSA n'existe plus en tant qu'entité régionale pour suivre et guider directement l'évolution de ces projets, les fruits de ce programme continuent d'apparaître sous la forme de résultats statistiques, d'analyses économiques et de programmes d'actions sociales à divers endroits. Ainsi, par exemple, près de vingt-cinq enquêtes sont en cours de réalisation, la quasi-totalité ayant donné lieu à la production de rapports finaux, de profils de pauvreté et d'études économiques spécialisées qui guident la mise en place de programmes sociaux. Toutes ces actions continuent d'aller dans le sens d'une meilleure articulation entre l'économique et le social.

CONCLUSION

Que peut-on dire de cette expérience qui a suscité beaucoup d'interrogations à ses débuts, beaucoup de dynamisme lors de son déroulement, mais aussi de nombreux désaccords en fin de période ? Tout d'abord, elle apparaît clairement comme une étape historique essentielle qui a remis le social au goût du jour dans une pratique économique trop marquée par la pensée néo-libérale. Elle a même fortement contribué, par son approche, à restaurer le thème de la lutte contre la pauvreté qui avait quasiment disparu du discours de la Banque mondiale durant les années quatre-vingt. C'est pourquoi il était indispensable qu'elle se déroule au sein même de la Banque mondiale, comme l'avaient souhaité le Pnud et la Bad, afin que ce soit l'institution chargée de la conception des politiques d'ajustement structurel qui opère elle-même ses propres transformations.

Il est cependant dommage que l'équipe qui a vécu cette expérience ait été démantelée et que bien des cadres expérimentés aient dû partir vers d'autres lieux. D'importants efforts conceptuels et méthodologiques restaient encore à faire pour résoudre les questions suivantes : définition des formes de pauvreté, articulation des méthodes d'observation qualitative et quantitative, comparaison des situations de pauvreté, impact des fonds sociaux, étude des changements sociaux, scénarios socio-économiques intégrés, etc. L'effort conceptuel et méthodologique s'est arrêté à un moment où le problème de l'intégration du social et de l'économie devenait plus actuel que jamais et demandait de nouvelles approches, comme l'a montré le récent sommet de Copenhague. Et ces approches doivent maintenant couvrir des domaines plus larges que celui de la simple réduction de la pauvreté, exprimée en termes monétaires.

Il semble cependant que ce flambeau innovateur soit repris par d'autres institutions où les équipes travaillent sur les nouveaux thèmes du développement social, de la lutte contre l'exclusion sociale, de l'innovation sociale, etc., en développant les concepts et méthodes correspondants. On peut citer notamment les cas du Bureau international du travail (BIT), de l'Unrisd (institut de recherche des Nations unies sur le développement social), de la Bad, de la Coopération norvégienne. À l'Orstom, le programme Ocisca, Observatoire du changement et de l'innovation sociale au Cameroun, financé par la Coopération française, entre dans cette dynamique. Il propose le concept d'innovation sociale, comme moteur d'un développement social susceptible de sortir les pays de la crise et donc de réduire la pauvreté, et des outils d'observation méso-économique, les observatoires, capables de percevoir les changements de comportement des différents groupes sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- ALDERMAN (H.), 1990 — *Nutritional Status in Ghana and its Determinants*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 3, 36 p.
- APPLETON (S.) *et al.*, 1990 — *Gender, Education, and Employment in Côte d'Ivoire*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 8, 65 p.
- Banque mondiale, 1990 a — *Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique : Programme d'action (The Social Dimensions of Adjustment in Africa : A Policy Agenda)*. Washington DC, Banque mondiale.
- Banque mondiale, 1990 b — *Enquête prioritaire DSA : un instrument permettant une rapide identification et un suivi des groupes de population cibles (The Social Dimensions of Adjustment Priority Survey : An Instrument for the Rapid Identification and Monitoring of Policy Target Groups)*. Washington DC, Banque mondiale, Documents de travail DSA, n° 12, 190 p.
- CORNIA (G. A.), JOLLY (R.), STEWART (F.), 1987 — *L'ajustement à visage humain : protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance*. Paris, Unicef, Economica.
- DUBOIS (J.-L.), 1992 — *Réfléchir pour mesurer : innovations méthodologiques pour la collecte et l'analyse d'informations statistiques (Think before Measuring : Methodological Innovations for the Collection and Analysis of Statistical Data)*. Washington DC, Banque mondiale, Documents de travail DSA, n° 7.
- DUBOIS (J.-L.), 1993 — « Microenterprises in Guinea-Bissau : a tool for Development ». In Serageldin (I.) : *Development Partners : Aid and Cooperation in the 1990s*, Washington DC, Sida : 116.
- DUBOIS (J.-L.), 1994 — *Mesurer la pauvreté : systèmes d'information et cadres d'analyse*. Document de travail, *Les cahiers d'Ocisca*, 5, 33 p.
- DUBOIS (J.-L.), MARC (A.), 1992 — Des p'tits boulots pour sortir de la crise : dossier sur l'emploi. *Croissance : le monde en développement*, 352 : 30-37.
- ELDER (J.), 1991 — *The Socio-Economic Determinants of Nutritional Status Among Children Under Five in Mauritania*. Washington DC, World Bank, SDA Document, 60 p.
- FERRONI (M.), KANBUR (R.), 1990 — *Poverty-Conscious Restructuring of Public Expenditure*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 9, 21 p.
- GROOTAERT (C.), 1993 — *The Evolution of Welfare and Poverty under Structural Adjustment and Economic Recession in Côte d'Ivoire, 1985-88*. Washington DC, World Bank, 114 p.
- HADDAD (L.), 1991 — *Gender and Poverty in Ghana : A descriptive analysis*. Washington DC, World Bank, SDA Document, 70 p.
- JOHNSON (M.) *et al.*, 1990 — *Income and Expenditure in a System of Household Accounts : Concepts and Estimation*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 10, 35 p.
- KANBUR (R.), 1990 — *La pauvreté et les dimensions sociales de l'ajustement structurel en Côte d'Ivoire (Poverty and the Social Dimensions of Structural Adjustment in Côte d'Ivoire)*. Washington DC, Banque mondiale, Documents de travail DSA, n° 2, 52 p.

- LEVINSON (F.), 1991 — *Addressing Malnutrition in Africa : Low-Cost Program Possibilities for Government Agencies and Donors*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 13, 35 p.
- MALIKI BONFIGLIOLI (A.), 1992 — *L'agropastoralisme au Tchad comme stratégie de survie. Essai sur la relation entre l'anthropologie et la statistique (Agropastoralism in Chad as a Strategy for Survival : An Essay on the Relationship between Anthropology and Statistics)*. Washington DC, Banque mondiale, Documents de travail DSA, n° 11, 57 p.
- NGEE-CHOON CHIA *et al.*, 1992 a — *A General Equilibrium-Based Social Policy Model for Côte d'Ivoire*. Washington DC, World Bank, PSP Working Paper n° 2, 31 p.
- NGEE-CHOON CHIA *et al.*, 1992 b — *Tax Incidence Analysis in Developing Countries : The Case of Côte d'Ivoire*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, Technical Note, 40 p.
- NGEE-CHOON CHIA *et al.*, 1992 c — *Assessing Poverty-Reducing Targeting Programs : A General Equilibrium Approach*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, Technical Note, 42 p.
- OTI BOATENG (E.) *et al.*, 1990 — *Un profil de pauvreté pour le Ghana, 1987-88 (A Poverty Profile for Ghana, 1987-88)*. Washington DC, Banque mondiale, Documents de travail DSA, n° 5.
- SAHN (D.), 1990 — *Malnutrition in Côte d'Ivoire*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 4, 30 p.
- SALMEN (L.), 1992 — *The Beneficiary Assessment : Guidelines*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, Divisional Papers n° 1.
- SCOTT (C.), AMENUVEGBE (B.), 1992 — *Effect of Recall Duration on Reporting of Household Expenditures : An Experimental Study in Ghana*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 6, 20 p.
- SIMONPIETRI (A.), CHASE (S.), 1993 — *Poverty Monitoring and Analysis in Sub-Saharan Africa : SDA Information Systems Progress Report*. Washington DC, World Bank, Working Group Meeting on Poverty and Social Policy, 24 p.
- Sommet mondial sur le développement social, 1995 — *Pauvreté, chômage et exclusion dans les pays du Sud* (Copenhague, 6-12 mars 1995). Paris, Orstom, 20 p.
- WOLD (B.), 1992 — *The SDA Community Survey : A Survey to Monitor Changes at the Community Level*. Washington DC, World Bank, Draft document, 329 p.
- World Bank, 1990 a — *Making Adjustment Work for the Poor. A Framework for Policy Reform in Africa*. Washington DC, World Bank, 141 p.
- World Bank, 1990 b — *Analysis Plans for Understanding the Social Dimensions of Adjustment*. Washington DC, World Bank, Report 8691-AFR, 223 p.
- World Bank, 1991 a — *The SDA Integrated Survey : A Survey to Measure Poverty and Understand the Effects of Policy Changes on Households*. Washington DC, World Bank, SDA Working Paper n° 14, 207 p.
- World Bank, 1991 b — *Poverty Profiles : What they are and how to construct them*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, Information Sheet, 2 p.
- World Bank, 1991 c — *Towards Poverty-Conscious Macroeconomic Frameworks in Africa*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, 38 p.
- World Bank, 1991 d — *Socio-Economic Development Funds : A guideline for Design and Implementation*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, 86 p.

- World Bank, 1991 e — *Regional Training Program : Program of Actions*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, 50 p.
- World Bank, 1992 — *In-Country Training Program : Set of Documents*. Washington DC, World Bank, Poverty and Social Policy Division, 150 p.
- World Bank, 1993 — *The Social Dimensions of Adjustment : A General Assessment*. Washington DC, World Bank, The SDA Steering Committee, 94 p.

ANNEXE

Financement des projets nationaux DSA en millions de dollars US

Pays	Nom du projet	Date	Numéro du prêt/crédit	FINANCEMENT		RÉPARTITION DES COÛTS			
				Banque AID	Autres bailleurs	Enquêtes	Programme actions sociales	Autres	Coût total du projet
Burkina Faso	PAS I (composante)	17/07/91	2281-BUR	0,2	1,0	2,0	0,0	0,0	2,0
Cameroun	Dimensions sociales de l'ajustement	30/01/91	3208-CM	21,5	64,2	4,1	67,2	14,4	85,7
République centrafricaine	Dimensions sociales de l'ajustement et du développement	23/10/91	2275-CAR	6,5	0,6	3,7	0,3	3,1	7,1
Tchad	Actions de développement social	17/04/91	2156-CH	13,4	13,5	2,3	24,6	0,0	26,9
Côte d'Ivoire	Développement municipal (composante)	19/12/89	3126-IVC	1,2	0,5	1,6	0,1	0,0	1,7
Egypte	Fonds social	-	-	2,7	0,0	1,4	0,0	1,3	2,7
Gambie	Dimensions sociales de l'ajustement	15/01/90	-	0,0	3,3	3,3	0,0	0,0	3,3
Ghana	Dimensions sociales de l'ajustement	01/09/89	-	0,5	4,3	4,1	0,0	0,7	4,8
Guinée	Aide au développement socio-économique	20/11/89	1995-GUI	0,0	4,5	3,4	7,2	2,9	13,5
Guinée-Bissau	Actions sociales et infrastructures	30/10/89	2020-GUB	0,9	0,0	0,1	0,0	0,6	0,9
Madagascar	Actions sociales et gestion économique (composante)	15/03/89	1967-MAG	0,9	2,0	2,0	0,0	0,9	2,9
Malawi	Ajustement secteur agricole et population, santé et nutrition (composante)	18/04/90	2121-MAL	1,5	6,4	4,4	0,0	4,0	3,4
		20/06/91	2220-MAL	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	PAS I (composante)	15/03/91	2188-MLI	0,5	3,5	4,0	0,0	0,0	4,0
Mauritanie	Ajustement secteur entreprise (composante)	29/06/90	2166-MTA	3,0	4,6	2,5	0,0	5,3	7,6
Mozambique	Dimensions sociales de l'ajustement	01/02/90	-	0,0	8,6	2,2	0,0	6,6	8,8
Sao Tomé et Principe	PAS II (composante)	11/09/91	2165-STP	0,0	2,4	0,4	0,0	2,0	2,4
Sénégal	Gestion économique (composante)	06/03/89	1910-SEN	3,0	2,4	2,1	0,0	3,3	5,4
Tanzanie	Dimensions sociales de l'ajustement	-	-	10,8	0,0	0,0	10,8	10,8	
Ouganda	Réduction de la pauvreté (PAPSCA)	29/06/90	2088-UAN	4,7	0,4	3,2	0,0	1,9	5,1
Zaïre	Secteur social (composante)	-	2196-ZAI	2,2	0,5	1,3	0,0	1,4	2,7
Zambie	Réhabilitation sociale	16/06/91	2273-ZAM	20,0	26,3	4,7	41,6	0,0	46,3
TOTAL				92,2	161,1	52,8	141,0	59,4	253,2

Source : Beyond SDA : Proposal for an Expanded Partnership to Address Poverty and Social Policy, Banque mondiale, avril 1992.